



COMMUNIQUE SUITE A LA CONVOCATION AU CTL du 18 Décembre 2015

120 personnes sont venues ce matin interpellé le DRFIP 87 à l'annonce des 20 suppressions d'emplois prévues pour 2016 dans les services de notre département. Les collègues entendaient contester par leur venue des conditions de travail extrêmement dégradées, des missions bâclées, une organisation décousue. Cet état de faits étant supporté essentiellement par les personnels qui n'en peuvent plus de pallier aux dysfonctionnements successifs.

Sont prévus pour 2016 :

- 3 suppressions de A+
- 4 suppressions de A
- 11 suppressions de B
- 2 suppressions de C

Où les gains de productivité ne suffisent plus (Télédéclaration et démat) à justifier et à quantifier le nombre de suppressions d'emplois, la DGFIP y adosse une "contribution proportionnelle" justifiant à elle seule 12 emplois sur le département.

Qui comprend quelque chose ?

Mr le Directeur s'est réfugié dans un discours d'ordre général sur le numérique, la maîtrise des dépenses publiques, l'allègement des tâches, les gains de productivité. Il a rappelé que la DGFIP n'est plus liée à l'implantation rapprochée de ses services mais à leur accessibilité par les usagers.

Nous sommes dans une période de transition, et il nous faut le temps de la maîtrise des nouveaux outils. Les suppressions de postes actuels anticipent nos méthodes de travail de demain.

Mais pour l'instant que devons nous faire dans nos services respectifs pour éviter surcharge et souffrance au travail ?

M LISI n'a jamais répondu vraiment à cette question, il a occupé le terrain par une conversation soutenue sur les projets à venir (centre de contact, et fusion de service) mais n'a jamais argumenté pour trouver ou nous soutenir dans des solutions concrètes et immédiates.

Un communiqué a été transmis à la presse locale et à l'association des maires du département